

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 36 (1956)
Heft: 4

Rubrik: La vie économique en quelques lignes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

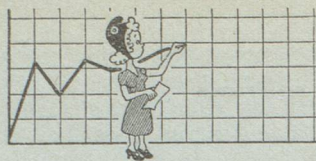
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



LA VIE ÉCONOMIQUE

FRANCE

PROJETS FISCAUX

Accueil peu favorable. — Pour financer le Fonds national de solidarité qui distribuera la nouvelle allocation aux 4.400.000 personnes âgées, le gouvernement a mis sur pied un projet fiscal qui sera soumis au Parlement. Dans son choix des impôts nouveaux, M. Ramadier, ministre des finances, s'est laissé guider surtout par le désir d'éviter que l'aggravation des charges fiscales ait une répercussion sur les prix. C'est pourquoi il avait envisagé tout d'abord la création d'une taxe sur les automobiles, mais devant les protestations suscitées par ce projet, celui-ci a été finalement modifié. Le fardeau principal passe aux redevables des divers impôts sur le revenu. Une majoration de 10 % de ces impôts doit procurer 75 milliards. La taxe sur les automobiles rendue moins lourde qu'il n'avait été prévu primitivement, fournirait 25 milliards. On escompte enfin une rentrée de 35 milliards de l'augmentation de différents impôts, de sorte que le produit total de ce tour de vis fiscal avoisinerait 135 milliards. La parole passe maintenant au Parlement où le projet gouvernemental ne semble pas trouver un accueil très favorable. Il se confirme une fois de plus que l'impôt parfait n'existe pas et que toute proposition fiscale prête à des objections.

D'autre part, M. Ramadier envisage une réforme fiscale dont l'idée maîtresse est de supprimer la taxe locale collectée actuellement par environ 1.500.000 commerçants détaillants. Mais comme le produit de cette taxe se monte à près de 220 milliards par an, il s'avère fort difficile de trouver les ressources de remplacement.

MARCHÉ DE L'OR

Nouvelle poussée spéculative. — Le marché de l'or à Paris a subi, dans le courant du mois de mars, un accès de fièvre. Les cours se sont tendus en même temps que les transactions marquaient un élargissement. Le « Napoléon » a atteint vers le milieu du mois le cours de 3.280 francs et le lingot celui de 472.000 francs. Depuis lors les cours sont revenus en arrière dans un marché ayant retrouvé son calme. En l'absence d'un péril financier ou monétaire imminent, ces fluctuations semblent devoir être attribuées aux appréhensions que suscitent les événements en Afrique du Nord. En effet, le vote massif de la loi conférant au gouvernement des pouvoirs spéciaux en Algérie a été suivi d'une baisse sensible des cours et d'une diminution du volume des opérations.

LIBÉRATION DES ÉCHANGES

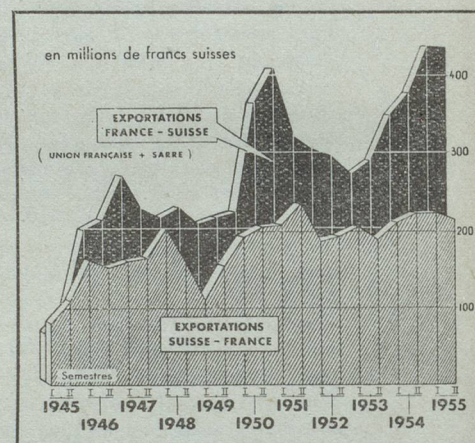
Taux porté de 79 à 82 %. — Au cours de la dernière session du Conseil des ministres de l'O. E. C. E., M. Ramadier s'était engagé à augmenter très prochainement et d'une manière substantielle le pourcentage de libération. En exécution partielle de cet engagement, une nouvelle liste de libération a été publiée le 6 avril. Elle consacre l'élévation de 79 à 82 % du taux de libération des échanges de la France avec les pays membres de l'O. E. C. E. Les nouveaux produits libérés sont soumis en général à la taxe de compensation de 15 %. La nouvelle liste qui comporte de nombreux produits susceptibles d'intéresser les exportateurs suisses, sera complétée d'ici quelques semaines par la libération d'un certain nombre de produits pour lesquels des études nécessaires ne sont pas encore terminées. Une nouvelle étape de libération est en outre prévue qui devrait permettre à la France de rattraper le retard qui subsiste par rapport à ses principaux partenaires européens.

Résultats en février. — De janvier à février 1956, les importations ont passé de 124,9 à 147,1 milliards, tandis que les exportations n'accusaient qu'une augmentation plus modeste en s'élevant à 123,1 milliards en février contre 113,3 milliards en janvier. Le déficit global de la balance commerciale française s'est donc établi à 24 milliards en février contre 11,6 milliards seulement pendant le mois précédent. Le déficit avec l'étranger seul ressort en février à 30,7 milliards contre 11,7 milliards en janvier. Cette évolution peu favorable est sans doute due en partie aux répercussions de la vague de froid qui a imposé à la France certaines importations exceptionnelles.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Déficits successifs. — Pour le mois de mars, les opérations de la France à l'Union européenne de paiements se sont soldées par un déficit de 51,8 millions de dollars. En février, le solde débiteur avait été de 8,7 millions. Janvier 1956 avait déjà laissé un déficit de 55,5 millions que l'on avait expliqué par des motifs psychologiques en faisant état des mouvements spéculatifs qui s'étaient manifestés sur le marché de l'or au lendemain des élections. Des motifs analogues valent sans doute également pour mars. Il n'en reste pas moins que les comptes de la France à l'U. E. P. font apparaître un déficit de 116 millions de dollars pour le premier trimestre 1956 contre un excédent de 49,8 millions pour le trimestre correspondant de l'année précédente.

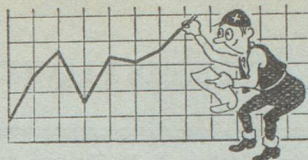
GRAPHIQUES DU COM



COURS ET INDICES FRANÇAIS

		Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours Napoléon	13 avril	3.120	15 mars 3.250	12 avril 2.550
Cours fr. s. marché parallèle . .	12 avril	95,25	15 mars 95,75	12 avril 86,75
Ind. valeurs métropolitaines (1949 = 100)	6 avril	366	9 mars 341	7 avril 408
Ind. prod. ind. (1938 = 100) . .	janvier	186	décembre 181	janvier 166
Ind. sal. hor. ouv. mét. rég. paris. (1949 = 100)	janvier	209	décembre 208	janvier 190
Ind. prix de gros (1949 = 100) . .	mars	140,2	février 142,9	mars 135,2
Ind. prix consomm. familiale (1949 = 100)	mars	148,1	février 147,9	mars 144,9
Transports commerc. (mio. t.).	décembre	17,7	novembre 17,4	décembre 17,3
Voyageurs (millions)	décembre	45,0	novembre 44,3	décembre 44,9
Ind. vol. import. (1938 = 100) . .	décembre	155	novembre 141	décembre 136
Ind. vol. export. (1938 = 100) . .	décembre	244	novembre 227	décembre 241
Solde mensuel à l'U. E. P. (mio \$)	mars	-51,8	février -8,7	mars +17,3

EN QUELQUES LIGNES



SUISSE

U. E. P. Position de la Suisse en mars. — Pour le mois de mars, le trafic des paiements avec les pays membres de l'U. E. P. a créé un solde passif de 39,9 millions de francs pour la Suisse, sans tenir compte dans ce solde des versements de 6,1 millions effectués conformément aux accords de consolidation. Le crédit de la Confédération a diminué de 16,1 millions, s'établissant à 406,9 millions de francs. Le quota, y compris la rallonge, est utilisé pour 43,8 %.

BANQUES Nouveaux billets de 20 francs. — Le 29 mars la Banque Nationale Suisse a mis en circulation un nouveau billet de 20 francs destiné à remplacer les billets actuels qui ont été l'objet de nombreuses falsifications. Le nouveau billet porte au recto le portrait du général Dufour et au verso un chardon, le tout étant de fort belle venue.

ÉLECTRICITÉ Accroissement de la consommation. — Les rapports de gestion d'entreprises électriques qui sont actuellement publiés font ressortir une augmentation sensible des ventes d'énergie en 1955. Pour faire face à l'augmentation des

besoins, la plupart des sociétés développent leur équipement de production et de distribution. Pour les usines électriques ravitaillant le marché intérieur l'augmentation de la consommation a été en 1955 de 7,9 % contre 7,7 % en 1954.

INDUSTRIE

Signes de prospérité. — Après les banques et les compagnies d'assurances, ce sont les grandes sociétés industrielles qui publient mainte-

nant leurs résultats. On constate pour beaucoup d'entre elles une sensible augmentation des bénéfices nets, ainsi par exemple :

Sandoz 19,36 contre 16,44 millions de francs, Ciba 21,96 contre 19,54 millions de francs, Aluminium 12,99 contre 11,17 millions de francs, Sulzer 5,70 contre 5,25 millions de francs, von Roll 6,18 contre 4,2 millions de francs, Nestlé 51,42 contre 44,45 millions de francs, Unilac 3,76 millions de dollars contre 2,66 millions de dollars, Conserves Lenzbourg 1,25 million de francs contre 850.000 francs.

Toutefois, à ces augmentations de bénéfices nets ne correspondent que rarement des augmentations de dividendes.

Développement en 1954. — Le Bureau fédéral des assurances

vient de publier son rapport annuel sur les entreprises d'assurances privées en Suisse en 1954 (le retard apporté à ces statistiques s'explique par leur ampleur). Il en ressort que cette année-là les primes totales pour des assurances en Suisse se sont élevées à 2.880 millions de francs, ce qui représente le 13 % du revenu national. De ce total, 1.036 millions de primes ont été encaissés par les assurances privées, 300 millions par les établissements officiels d'assurances, 305 millions pour l'assurance maladie, 465 millions représentent des cotisations à des caisses de retraites, 36 millions des cotisations pour l'assurance chômage et 724 millions les contributions pour l'assurance vieillesse et survivants.

Les primes totales encaissées par les établissements suisses d'assurance se sont élevées à 3.164 millions dont 625 millions pour l'assurance vie, 1.525 millions pour les assurances accidents et dommages et 1.014 millions pour la réassurance.

A fin 1954, les compagnies suisses d'assurance sur la vie assuraient en Suisse et à l'étranger un capital total de 12 milliards 201 millions de francs suisses.

Nouvelle révision ? — Dans la session de décembre 1955 A. V. S.

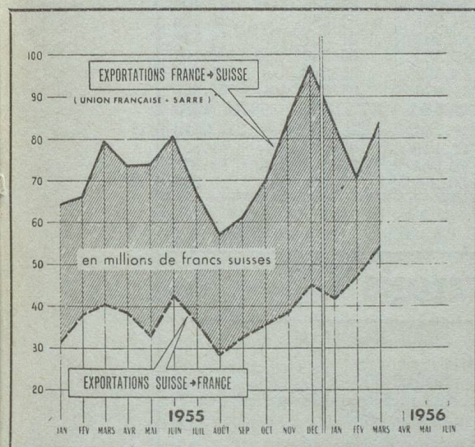
des Chambres fédérales, le Conseil fédéral avait laissé entendre qu'il envisageait une quatrième révision de l'A. V. S. dans le cours de 1956 encore. Cette quatrième révision aurait pour but un remaniement des rentes ordinaires de façon à ce que celles-ci ne soient en tout cas pas inférieures aux rentes transitoires. Les principales associations économiques ont adressé au département fédéral de l'Intérieur un mémoire exposant leur point de vue en ce qui concerne la révision envisagée.

Résultats très élevés en mars. — En mars les importations ont atteint 627,3 millions de francs suisses, en regard de 503,2 millions de francs en février dernier et 562,1 millions de francs en mars 1955.

Les exportations se sont élevées à 534,9 millions de francs contre 463,7 millions de francs en février et 474,2 millions de francs en mars 1955.

Il en résulte que la balance commerciale présente pour le mois de mars 1956 un solde passif de 92,4 millions de francs contre des soldes passifs de 39,5 en février dernier et 87,9 en mars 1955.

MERCE FRANCO-SUISSE



COURS ET INDICES SUISSES

	Dernier chiffre	Chiffre du mois précédent	Chiffre de l'année précédente
Cours pièce or 20 fr. s.	17 avril 32	6 mars 31,25	14 avril 31,25
Cours billet 100 fr. fr.	17 avril 1,06	6 mars 1,07 1/4	14 avril 1,17 1/2
Ind. gén. actions.	mars 439	février 436	mars 432
Coeff. d'activité industrielle (100 = satisfaisant).	4 ^e trim. 135	3 ^e trim. 132	4 ^e trim. 132
Ind. prix de gros (1939 = 100)	mars 216,7	février 216,8	mars 214,5
Ind. prix à la consommation (1939 = 100)	mars 173,5	février 173,0	mars 171,6
Ind. salaires ind. et bâtiment (1952 = 100)	4 ^e trim. 102,8	3 ^e trim. 102,5	4 ^e trim. 101,3
Marchandises transportées C. F. F. (mio. de t.)	février 1,5	janvier 1,7	février 1,7
Voyageurs (millions)	février 16,8	janvier 18,3	février 16,8
Ind. import. (1938 = 100)	mars 197	février 158	mars 181
Ind. export. (1938 = 100)	mars 192	février 165	mars 168
Solde mensuel à l'U. E. P. (mio. \$)	mars -9,1	février -3,4	mars -2,8

COMMERCE
EXTÉRIEUR